



Conseil économique et social

Distr. générale
15 octobre 2004
Français
Original: anglais

Comité des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2005

5-18 janvier 2005

Rapports quadriennaux pour la période 2000-2003 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Earthcorps	2
2. Egyptian AIDS Society	4
3. Organisation japonaise de coopération internationale pour la planification familiale	7
4. Match International Centre	9
5. Minnesota Advocates for Human Rights	11
6. Alliance réformée mondiale	13



1. Earthcorps

(Statut consultatif accordé en 2000)

La mission de Earthcorps vise à créer une communauté mondiale au service de l'environnement local en faisant appel à de jeunes volontaires locaux et internationaux pour restaurer l'environnement et renforcer les collectivités. Nous dirigeons et encadrons plus de 8 500 volontaires communautaires chaque année dans le cadre d'activités de régénération de l'environnement.

Restauration locale

Earthcorps mène et supervise des projets de restauration de l'environnement au niveau communautaire dans plus de 300 sites du Pacifique Nord-Ouest des États-Unis. Ces projets visent notamment à sauvegarder les forêts urbaines et rurales en les défrichant pour y replanter des arbres, des arbustes et des couverts végétaux originaires de la région et de nouvelles espèces florales; à restaurer les couloirs riverains et les milieux aquatiques en partenariat avec la National Oceanic and Atmospheric Administration; en mettant des jeunes sujets à risques et des membres des communautés mal desservies au service de projets d'études sur l'environnement dans les zones urbaines et rurales; à expérimenter et à préconiser de nouveaux modèles de partenariat de type organisationnel avec des pouvoirs publics, des entreprises, des fondations, des mouvements écologiques à but non lucratif ainsi qu'avec des associations religieuses, des services sociaux et des groupes communautaires.

Encadrement mondial

Earthcorps s'emploie toute l'année à offrir à des jeunes du monde entier, âgés de 20 à 25 ans la chance d'acquérir une vaste expérience pratique dans les domaines de l'acquisition de techniques de restauration de l'environnement, du travail en équipe et de l'encadrement. Nos projets sur le terrain sont situés pour l'essentiel dans l'ouest de l'État de Washington et sont le fruit de plus d'une quarantaine de partenariats établis avec des organismes gouvernementaux et des organisations communautaires à but non lucratif. Notre travail sur le terrain s'appuie sur un programme d'enseignement parallèle portant sur des thèmes pertinents liés à la restauration de l'environnement, l'esprit d'équipe et l'encadrement ainsi que les échanges interculturels. Earthcorps entretient un partenariat de longue date avec plus d'une trentaine d'organisations communautaires internationales. Nos partenaires internationaux figurent parmi les pays et les régions de la planète ayant la plus grande diversité biologique : les Caraïbes, l'Équateur, le Kenya, le Mexique, les Philippines, la République-Unie de Tanzanie et autres. Earthcorps collabore avec d'importantes organisations internationales telles que le Corps de la paix des États-Unis (US Peace Corps), The Nature Conservancy et Conservation International dans le cadre de la recherche d'organisations dynamiques soucieuses de mettre les membres de leur communauté au service de l'environnement. Depuis 2000, Earthcorps a formé plus de 45 jeunes responsables internationaux affiliés à des mouvements écologiques internationaux. Earthcorps s'intéresse surtout à la restauration de l'environnement local comme outil d'enseignement destiné à permettre à nos participants internationaux de faire l'acquisition de compétences qui

pourront servir à créer des projets de restauration viables au sein de leur communauté et dans leurs milieux locaux.

Nouveaux projets et partenariats

Earthcorps jouit d'un succès établi dans le domaine de la formation. Les jeunes responsables qui en ont bénéficié exercent une influence positive sur leur milieu local et favorisent des changements à long terme au sein de leur collectivité locale. La collaboration qui s'est instaurée entre le personnel de Earthcorps, d'anciens stagiaires et des organisations partenaires internationaux entre 2000 et 2003, a abouti au lancement de projets prometteurs à travers le monde.

Projet dans la région volcanique d'Ipala au Guatemala

L'organisation guatémaltèque partenaire d'Earthcorps, l'association pour la mise en valeur écologiquement rationnelle de la région orientale du Guatemala (Eastern Guatemala Sustainable Development Association) et son personnel formé par Earthcorps ont récemment mis la dernière main à des projets de création d'un centre d'études de la nature et d'aménagement d'une pépinière d'arbres du terroir qui assureraient des conditions d'existence viables aux résidents locaux et contribueraient au reboisement de la région volcanique d'Ipala, l'un des sept uniques écosystèmes lacustres du monde situés dans une région volcanique notamment grâce au financement prévu à cet effet.

Le projet de piste du lac Baïkal en Fédération de Russie

Earthcorps et nos anciens étudiants russes s'emploient à développer les compétences communautaires et l'infrastructure d'appui nécessaires à la construction de la piste du lac Baïkal, un réseau long de quelque 2 000 kilomètres qui, une fois terminé, ceinturera le plus grand lac d'eau douce du monde. Considéré comme l'un des lacs ayant la plus vaste étendue et la plus grande diversité biologique du monde, le lac Baïkal dispose du cinquième de l'ensemble des réserves d'eau douce de la planète. Des volontaires membres des communautés, des organisations locales et des partenaires internationaux participeront à la construction. Nos objectifs sont d'encourager l'écotourisme, de promouvoir le développement économique local et de créer un mouvement pour la sauvegarde et la protection du lac Baïkal.

Projet de conservation de Palawan aux Philippines

Les anciens stagiaires philippins du Corps de conservation de Palawan (Palawan Conservation Corps) et Earthcorps ont organisé un camp de travail international en 2003 dans le but d'aménager une pépinière d'arbres originaires de la région sur une superficie d'environ 3 000 mètres carrés et appuyer l'Educational Palawan Nature Park et les zones naturelles environnantes. La faune et la flore sauvages ont ainsi pu être largement restaurées.

Réunions et manifestations de l'ONU

Earthcorps n'a pu assister à aucune réunion ou manifestation de l'ONU depuis 2000 à cause de problèmes budgétaires. L'essentiel de notre budget annuel est actuellement absorbé par des dépenses de fonctionnement général qui ne nous permettent pas de financer la participation de nos représentants à des réunions ou

manifestions de ce type organisées à l'étranger ou dans le pays. Earthcorps souhaiterait encourager l'ONU à continuer à lui faire part des événements et manifestations qui se déroulent dans notre zone pour que nous puissions y assister lorsque nous en aurons les moyens.

Initiatives d'Earthcorps visant à appuyer les activités de l'ONU

Earthcorps assure la protection de l'environnement mondial et la promotion du développement durable en encadrant chaque année plus de 8 500 jeunes et volontaires membres des communautés dans le cadre de projets d'acquisition de techniques de protection de l'environnement dans le nord-ouest des États-Unis. Les volontaires sont encadrés par une soixantaine de responsables de jeunes formés par Earthcorps venus des États-Unis et du monde entier. Le programme international d'échange et de formation financé par Earthcorps vise à sensibiliser des jeunes venus du monde entier aux problèmes écologiques mondiaux et à favoriser le multiculturalisme aux États-Unis et dans les communautés dont ils sont issus.

Diversité biologique

Earthcorps s'emploie toute l'année durant, partout dans le monde, à restaurer des habitats d'origine, éliminer les plantes envahissantes pour les remplacer par des arbres originaires des régions respectives et aménager pour les espèces animales des habitats correspondants. Rien qu'en 2003, Earthcorps a consacré plus de 125 000 heures à la protection de l'environnement et à l'amélioration de l'habitat notamment en défrichant 40 hectares de terre, en repiquant 80 000 plantes d'origine, en arrosant 113 000 pendant la saison sèche, et en mettant 8 500 jeunes et volontaires membres de diverses collectivités résolument au service de l'environnement et en les tenant au fait des problèmes écologiques locaux et mondiaux.

2. Egyptian AIDS Society

(Statut consultatif spécial accordé en 2000)

Buts et objectifs

Sensibiliser davantage les jeunes et les autres couches de la société au danger du sida et aux méthodes de prévention; réunir et former des agents techniques et professionnels à la prévention du sida afin qu'ils puissent inculquer leurs connaissances; fournir des conseils ainsi qu'un appui social et financier aux personnes vivant avec le sida et à leurs familles; effectuer des travaux de recherche et d'étude sur le sida; organiser des conférences et des séminaires scientifiques sur ce thème; établir une coopération entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales; mettre les activités de l'Egyptian AIDS Society au service de programmes de développement social; publier périodiquement des circulaires sur les activités qu'elle mène contre le sida; faire campagne pour que ceux qui vivent avec le sida puissent être soignés de manière à fonctionner dans la société.

L'Egyptian AIDS Society réalise ses buts et objectifs en mettant à contribution la radio, la télévision et d'autres programmes médiatiques; en fournissant une formation efficace au personnel des milieux médicaux, sociaux et médiatiques pour qu'ils puissent mieux sensibiliser le public au danger du sida et aux méthodes de

prévention; en organisant des colloques, conférences, concours et expositions de jeunes artistes consacrés au sida; en tenant des rencontres et des réunions publiques interactives; en produisant des pièces de théâtre sur les infections sexuellement transmises et le sida; en effectuant des travaux d'étude et de recherche sur le sida; en assurant une large publicité à la Journée mondiale de lutte contre le sida par le biais des organes de presse; en conseillant les personnes vivant avec le sida et leurs familles; en tenant à jour le site Web et le fichier d'adresses électroniques de la Society et en les publiant; en coopérant avec des personnalités réputées, des acteurs et des politiciens pour influencer sur l'opinion publique et susciter chez les individus de la compassion pour les personnes vivant avec le sida.

Grâce à son statut consultatif et à la confiance nationale et internationale dont elle jouit, l'Egyptian AIDS Society a pu obtenir un soutien financier, technique et technologique de plusieurs organisations nationales et internationales et d'organismes des Nations Unies dans le cadre de deux projets d'un montant total de 143 000 dollars financés par la Fondation Ford de 2002 à 2004 et ainsi, améliorer sa situation financière. L'expérience qu'elle a acquise lors de deux importantes manifestations tenues au Siège de l'ONU lui ont permis de faire des progrès remarquables. Elle a donc pu introduire dans son travail des techniques d'information modernes ainsi que des données scientifiques actualisées publiées par l'ONU à travers le monde (ouvrages, circulaires, disques compacts, documentaires, etc.) et gagner en efficacité. La Society a tout dernièrement accueilli comme nouveaux membres plusieurs grandes figures du monde scientifique et autre, de plus en plus soucieux de la défense des droits fondamentaux des malades du sida. Le Gouvernement égyptien s'acquitte d'un important rôle qui consiste à promouvoir les activités de l'organisation, notamment dans le cadre de campagnes médiatiques. En se dotant d'un site Web, l'Egyptian AIDS Society a pu toucher beaucoup d'individus et d'organisations qui n'étaient pas au courant de ses activités. Le fait de s'être affiliée à plusieurs organisations lui a permis d'étendre le réseau qui le relie à d'autres sociétés, qui en retour, appuient les activités de l'ONU.

Participation et contribution aux travaux du Conseil économique et social

Grandes conférences et réunions des Nations Unies

Quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme; session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida.

Activités menées en coopération avec l'ONU et ses organismes

Séance de réflexion sur le sida au Moyen-Orient, Jordanie, février 2000; séminaire sous-régional UNICEF/OMS/AGFUND sur la conception culturelle de la lutte contre le sida, de sa prévention et de son traitement dans le contexte d'un développement durable des pays arabes d'Afrique, Le Caire, mai 2000; première Conférence des femmes arabes, Le Caire, novembre 2000; réunion de la Banque mondiale sur les méthodes de lutte contre la pauvreté, Le Caire, janvier 2001; séminaire de stratégie de l'UNESCO, Alexandrie (Égypte), septembre 2001; recherche pratique sur la prévention et le traitement du sida chez les jeunes dans les dispensaires, Le Caire, 2003; partenariat avec la société civile au titre de la lutte contre le sida au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Le Caire, juin 2003; séminaire ONUSIDA/PNUD sur la création de sociétés nationales affiliées à la lutte

contre le sida, Alexandrie (Égypte), décembre 2003; conférence internationale sur le sida et les infections sexuellement transmises en Afrique, Nairobi, septembre 2003.

Participation aux autres importantes conférences et activités internationales liées aux travaux de l'ONU

Réunion régionale africaine de planification de la lutte contre le sida, Johannesburg (Afrique du Sud), mai 2002; établissement d'un partenariat avec des ONG africaines œuvrant pour la prévention du sida et aide aux victimes de ce fléau par le biais du réseau PNOS appuyé par la Fondation Ford. L'Egyptian AIDS Society a organisé la troisième Conférence régionale africaine des donataires de la Fondation Ford à Alexandrie (Égypte) en mai 2004.

Elle a participé à toutes les conférences susmentionnées en faisant des déclarations, en participant à des réunions parallèles d'ONG, en présentant des exposés, des expositions ou des rapports liés à ses activités dans le cadre des travaux de l'ONU sur le sida et dans d'autres domaines liés à la santé.

Initiatives à l'appui des objectifs de l'ONU

Exécution de projets visant à réaliser les objectifs de l'UNICEF tels que le projet intitulé « Youth whispers » 2000-2001 consacré aux problèmes des jeunes dans la société, notamment les infections sexuellement transmises et le sida, l'hygiène sexuelle et la santé en matière de procréation, le chômage, la pauvreté, l'éducation, le rôle de la femme et les droits de l'homme; le projet de l'UNICEF sur la sensibilisation des jeunes au sida dans les villes touristiques, 2001-2002, à Alexandrie et à Hurghada (Égypte); défense des droits des jeunes à l'information notamment sur les infections sexuellement transmises et sur le sida dans le cadre du projet financé par la Fondation Ford entre 2002 et 2003. L'Egyptian AIDS Society a participé à plusieurs réunions et conférences nationales où elle a présenté des rapports, fait des déclarations et tenu des débats interactifs sur des sujets de préoccupation de l'ONU. Elle a en outre encouragé de nombreuses autres organisations et sociétés gouvernementales à aborder des thèmes aussi importants que ceux de la circoncision, du silence qui entoure le sida, de la compassion dont il y a lieu de faire preuve à l'égard des personnes vivant avec le sida, ainsi que des problèmes et des droits liés à l'hygiène sexuelle et à la santé en matière de procréation.

Droits de l'homme et initiatives en faveur du sida

Séance de formation aux droits de l'homme au Centre de recherche du Caire en août 2002 sous l'égide de l'Association des droits de l'homme. Au fil des années, de nombreuses organisations se sont jointes à l'Egyptian AIDS Society pour célébrer la Journée mondiale de lutte contre le sida.

3. Organisation japonaise de coopération internationale pour la planification familiale

(Statut consultatif spécial accordé en 2000)

L'Organisation mène une série d'activités en Afrique, en Asie et en Amérique latine aux niveaux national et régional pour améliorer la santé et mieux défendre les droits des populations dans le domaine de la procréation. Notre objectif ultime est de donner aux populations les moyens d'administrer leurs propres activités de santé en matière de procréation et de mettre au point des stratégies destinées à mieux les y aider. L'Organisation conduit donc divers types d'activité en coopération avec le FNUAP, l'International Planned Parenthood Federation, le Gouvernement japonais et d'autres fondations au Japon et à l'étranger.

Ces activités se déroulent en Afrique (Ghana, République-Unie de Tanzanie, Zambie), en Asie (Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Chine, Myanmar, Népal, Philippines, République démocratique populaire lao, Viet Nam), et en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bahamas, Guatemala, Mexique). Des activités internationales et régionales sont également réalisées par le biais d'ateliers, de stages de formation et de séminaires, ainsi que des activités nationales s'inscrivant notamment dans le cadre d'une campagne nationale de coopération internationale au Japon et d'une collecte de fonds effectuée avec l'aide d'une quarantaine d'autres ONG. L'Organisation centralise l'aide publique au développement consacrée à la santé et aux droits de la population en matière de procréation pour le FNUAP et l'International Planned Parenthood Federation.

Contributions aux travaux de l'ONU

L'Organisation a participé activement entre 2000 et 2003 à des conférences et réunions des Nations Unies où elle a représenté une quarantaine d'organisations et pris l'initiative au nom d'ONG japonaises, dans les domaines de la santé et de la population. Les conférences qu'elle aura beaucoup marqué de sa présence et auxquelles elle aura assisté en tant qu'organisation dotée du statut consultatif ou en tant qu'organisation non gouvernementale représentant le Japon sont énumérées ci-dessous :

Séminaire sur la santé en matière de procréation chez les adolescents des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et des îles du Pacifique tenu à Bangkok en mai 2000

Des représentants de l'Organisation ont participé au séminaire qui a suivi l'adoption du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement qui a reconnu l'importance que revêtait de plus en plus dans le monde, la question de la santé procréatrice des adolescents, dans le domaine de la santé et des droits en matière de procréation.

Prix de la population décerné par l'ONU

L'ONU a décerné son prix de la population pour 2001 à l'Organisation de coopération internationale dans le domaine de la planification familiale pour le rôle primordial qu'elle joue dans les domaines de la population et de la santé et des droits en matière de procréation.

Sommet mondial pour le développement durable

L'Organisation a participé au Sommet en tant qu'ONG représentant officiellement le Japon et apporté sa contribution aux débats sur le développement durable, sur la base de son expérience pratique dans les domaines de la population et de la santé et des droits en matière de procréation.

Cinquième Conférence de la population pour l'Asie et le Pacifique, tenue à Bangkok en décembre 2002

L'Organisation a choisi l'excellente occasion que lui offrait la Conférence pour mener ses activités de plaidoyer et aider en même temps à organiser le Forum des ONG.

Troisième Forum mondial sur l'eau, Osaka (Japon) du 16 au 23 mars 2003

L'Organisation y a participé en tant que représentante d'ONG et organisé des séminaires et présenté des exposés sur l'importance de l'eau potable dans la réduction des taux de mortalité maternelle et infantile, de l'hygiène dans les pays en développement et des femmes et des ressources en eau.

Réunions ou manifestations des Nations Unies au Japon

Journée mondiale de la population, 2000-2003

L'Organisation a, en coopération avec le FNUAP, tenu le 11 juillet de chaque année de 2001 à 2003 à l'occasion de la Journée mondiale de la population au Centre de presse du Japon (Japan Press Center) à Tokyo un colloque spécial pour sensibiliser les quelque 200 à 300 participants qui y assistent, aux questions liées à la population et à la santé ainsi qu'aux droits en matière de procréation.

Colloque des hauts responsables politiques sur la collaboration Sud-Sud 2001-2003

L'Organisation a tenu, en coopération avec le PNUD, le FNUAP et d'autres organisations, un colloque dans les locaux de l'ONU à Tokyo, en 2001, 2002 et 2003.

Colloque sur la santé maternelle dans les pays en développement, Tokyo, juin 2003

L'Organisation a coopéré avec l'UNICEF, le FNUAP, le Ministère des affaires étrangères et l'Agence japonaise de coopération internationale à la tenue d'un colloque pour discuter de la mortalité maternelle et du rôle du Gouvernement japonais et des ONG dans la réduction du taux de mortalité maternelle dans les pays en développement. Le colloque s'est tenu à Tokyo où 200 participants et observateurs y ont assisté.

Application des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

L'Organisation a mené, en collaboration avec des organismes des Nations Unies notamment le FNUAP, des programmes régionaux sur la santé et les droits en matière de procréation en Afrique, en Asie et en Amérique latine sous forme d'ateliers, de stages de formation et de séminaires, en tant qu'organisme d'exécution

chargé de 2000 à 2003 d'assurer la mise en œuvre du Programme d'action et de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Activités de plaidoyer et de publication en coopération avec le FNUAP

Au Japon, l'Organisation a, au nom du FNUAP et en coopération avec le bureau de ce dernier à Tokyo, mené en tant qu'organisme de coordination des activités de plaidoyer pour assurer la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et la mobilisation de ressources auprès du Gouvernement japonais pour le compte du FNUAP.

Partenariat et échange de personnel avec le FNUAP

L'Organisation a aidé le FNUAP à créer et à ouvrir un bureau à Tokyo le 1^{er} septembre 2002. Son directeur a été détaché auprès du FNUAP comme premier directeur du bureau. L'Organisation a également détaché depuis le 15 juillet 2001 un administrateur de programme au siège du FNUAP pour y renforcer davantage le partenariat entre le Japon, l'Organisation et le FNUAP, en tant que responsable des relations publiques entre les organes délibérants et les ONG.

4. Match International Centre

(Statut spécial accordé en 1996)

Match International Centre est une organisation non gouvernementale internationale qui appuie les initiatives menées par des femmes en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, dans les Caraïbes et au Canada. De 2000 à 2003, le Centre a contribué avec succès à la mise en œuvre d'un certain nombre d'articles de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et a mené des activités concernant chacun des 12 domaines critiques définis dans le Programme d'action de Beijing. Dans le cadre de sa participation aux travaux du Conseil économique et social, il a surtout collaboré avec la Commission de la condition de la femme, le Groupe de travail sur le Protocole facultatif se rapportant à la Convention et la Commission économique pour l'Afrique.

Buts et objectifs de l'organisation

Match International Centre vise essentiellement à favoriser l'autonomisation des femmes dans le cadre de partenariats avec des associations féminines en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, au Canada et dans les Caraïbes et appuyer les femmes dans leur action en faveur de la justice sociale de façon à leur permettre de se prévaloir effectivement des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Match donne ainsi aux femmes les moyens de peser sur les structures économiques, politiques, sociales et culturelles qui les concernent en assurant leur propre représentation dans les sphères de décision; de dispenser immédiatement une assistance initiale à celles qui se trouvent en difficulté; de promouvoir les efforts de sensibilisation et de formation consentis par les femmes en vue de changer la société; d'aider les groupes marginalisés à se faire entendre dans le cadre d'initiatives locales de mobilisation et d'offrir des services de formation professionnelle et sensibiliser l'opinion à leurs droits.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux conférences et autres réunions des Nations Unies

Vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Femmes, droit et développement en Afrique (FEDDAF), qui est une organisation partenaire de Match, a facilité la participation d'ONG africaines à la session extraordinaire de l'Assemblée générale et a organisé une réunion préparatoire à la sixième Conférence régionale africaine des femmes, cette conférence devant elle-même préparer la session extraordinaire. La FEDDAF a mis en place des programmes pour faire connaître les activités menées par les femmes africaines à la sixième Conférence régionale africaine des femmes. Match a été représenté à la session extraordinaire par les administrateurs de programme pour l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie et les Caraïbes. Un membre du Conseil d'administration du Centre a aussi participé à la session extraordinaire en qualité de représentant de la délégation officielle chilienne, de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Autres activités pertinentes

Tous les groupes avec lesquels le Centre travaille, et de fait le Centre lui-même, s'emploient, d'une façon ou d'une autre, à faire appliquer les mesures prévues par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en vue de parvenir à l'égalité effective des deux sexes. Le Centre a également été actif dans chacun des 12 domaines critiques définis dans le Programme d'action de Beijing, ainsi que dans la réalisation de la plupart des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

Le Centre consulte régulièrement des représentants de l'ONU et d'organismes du système des Nations Unies au sujet de la mise en oeuvre des résolutions de l'ONU et de l'exécution du mandat de l'Organisation.

Au cours de la période 2001-2002, un membre du Conseil d'administration du Centre représentant la région Afrique a contribué à l'organisation de cycles de formation pour le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés dans les domaines de l'égalité des sexes, des droits des femmes et de la violence à motivation sexiste. En 2001, une formation a été dispensée à des ONG et à des coordonnateurs pour l'égalité des sexes dans des organismes publics de Sierra Leone. L'année suivante, deux groupes du camp de réfugiés libériens de Buduburan au Ghana ont bénéficié de cette formation.

En 2003, un membre du Conseil d'administration du Centre représentant la région Afrique a participé aux travaux du Comité « Femmes et développement » de la Commission économique pour l'Afrique et a organisé une conférence régionale africaine des femmes.

La même année, un membre du Conseil d'administration du Centre représentant la région Asie a coordonné une étude de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) sur les conflits armés, la violence et le changement social, un des quatre grands thèmes de l'étude sur la réforme institutionnelle et des politiques destinée à évaluer les progrès accomplis dans l'application du Programme d'action de Beijing et qui sera lancée à la session de la Commission de la condition de la femme de mars 2005.

En 2002, l'ONU a nommé un membre du Conseil d'administration de Match Ambassadeur responsable de la promotion de la compréhension mutuelle et de la paix entre les groupes en conflit. En 2003, un partenaire actuel de Match, le Centre d'étude et de documentation sur l'égalité des sexes, et un ancien partenaire, la FEDDAF, ont été affiliés au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

En 2003, un membre du Conseil d'administration représentant la région Asie a été nommé au Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

5. Minnesota Advocates for Human Rights

(Statut spécial accordé en 1996)

Durant les quatre premières années qui ont suivi l'obtention du statut consultatif auprès du Conseil, Minnesota Advocates for Human Rights a profité de son nouveau statut pour apporter des contributions pertinentes aux réunions de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale et à son processus préparatoire, à la Commission de la condition de la femme ainsi qu'à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants.

Buts et objectifs de l'organisation

Minnesota Advocates for Human Rights s'emploie à promouvoir les normes internationales relatives aux droits de l'homme, à favoriser la société civile et à renforcer l'état de droit. Grâce à la contribution de volontaires dans les domaines de la recherche, de l'éducation et du plaidoyer, l'organisation a réussi à favoriser l'émergence d'une base solide aux États-Unis et dans d'autres pays. L'organisation représente des immigrants et des réfugiés victimes d'atteintes aux droits de l'homme; forme et aide les groupes de protection des droits de l'homme et s'emploie, par des actions d'éducation et de sensibilisation, à promouvoir auprès du public, des politiciens et des enfants, le respect des droits de l'homme et la compréhension entre les cultures. L'organisation a produit plus de 50 rapports sur la situation des droits de l'homme dans plus de 25 pays et s'efforce, avec de nombreux partenaires aux États-Unis et dans le monde, de faire respecter et de protéger les droits de l'homme.

S'appuyant sur ses méthodes habituelles de surveillance du respect des droits de l'homme, Minnesota Advocates for Human Rights élabore des stratégies pratiques et durables pour contribuer au succès de la justice transitionnelle. L'organisation a d'abord assuré la surveillance du processus de Vérité et de réconciliation au Pérou, puis les travaux de la Commission vérité et réconciliation de la Sierra Leone et du Tribunal spécial pour la Sierra Leone. L'organisation donne aussi, en partenariat avec les notables du village de Sankhu au Népal, des cours au profit des étudiants les plus démunis de l'école de Sankhu-Palubari.

Le programme de l'organisation concernant les réfugiés et les immigrants permet d'assurer une assistance juridique aux personnes vivant aux États-Unis et

risquant d'être expulsées dans leur pays d'origine où elles sont menacées de poursuites en raison de leur race, leur religion, leur nationalité, leur appartenance sociale ou leurs croyances politiques. Chaque année, plus de 300 avocats bénévoles affiliés à l'organisation représentent des centaines de demandeurs d'asile.

Le programme de l'organisation concernant les droits fondamentaux des femmes s'appuie sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme pour soutenir les droits des femmes aux États-Unis et dans le monde. Le programme collabore avec des organisations locales aux États-Unis et dans le monde pour faire connaître les cas de violence domestique, de viol, de discrimination à l'emploi, de harcèlement sexuel au travail et de traite des femmes et des filles à des fins d'exploitation sexuelle commerciale.

Le programme concernant l'enseignement des droits de l'homme vise à enseigner les normes internationales relatives aux droits de l'homme aux écoliers et lycéens et à sensibiliser les réfugiés et les immigrants à ces questions. Minnesota Advocates for Human Rights engage et forme des éducateurs; élabore et distribue des programmes d'enseignement et d'autres outils didactiques et fait connaître les pratiques optimales. Des cycles de formation, des forums communautaires, des cours de droit et d'autres activités d'éducation sont aussi organisés à l'intention du public dans le cadre de ce programme.

Le projet concernant la peine de mort vise à aider les avocats représentant les condamnés à mort et comporte des activités d'éducation et de plaider sur les questions liées à la peine de mort. Les activités de plaider portent essentiellement sur l'opposition aux tentatives de réintroduction de la peine de mort au Minnesota.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Au cours de la période 2000-2003, Minnesota Advocates for Human Rights a participé activement aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme et à toutes les sessions de la Sous-Commission. L'organisation a fait un certain nombre de déclarations tant écrites qu'orales à ces réunions.

Les représentants de l'organisation ont participé à une réunion qui s'est tenue à Genève en janvier 2000 dans le cadre de la préparation de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, ainsi qu'à la session extraordinaire, qui a eu lieu à New York en juin de la même année. Les responsables du programme pour la femme ont aussi participé, en mars 2000, à la session de la Commission de la femme. À l'occasion de ces conférences, l'organisation a surtout insisté sur les questions concernant la violence à l'égard des femmes. En mai 2000, quatre responsables de l'organisation ont pris part à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants.

Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées

L'organisation a participé avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) à la création d'un site Web sur la violence à l'égard des femmes dans les pays de l'Europe centrale et de l'Est et dans la Communauté d'États indépendants. Le programme concernant les réfugiés et les immigrants bénéficie de financements émanant du Fonds de contributions volontaires des

Nations Unies pour les victimes de la torture, ce qui lui permet d'apporter un appui juridique aux victimes de la torture et à leurs familles. En outre, le Bureau régional du HCR pour les États-Unis et les Caraïbes, établi à Washington, fournit régulièrement une assistance technique aux avocats bénévoles de l'organisation représentant des demandeurs d'asile. Le programme concernant l'éducation diffuse des documents de l'UNICEF sur la Convention relative aux droits de l'enfant et s'emploie à favoriser sa ratification par les États-Unis.

Autres activités pertinentes

Minnesota Advocates for Human Rights est l'une des organisations chefs de file dans le domaine de l'éducation concernant les droits de l'homme et de la promotion des normes et mécanismes des Nations Unies. Son personnel et ses volontaires font la promotion des activités relatives aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies en donnant des cours dans les écoles, en prenant la parole lors de manifestations, en donnant des conférences dans les universités, les églises et d'autres forums de la société civile ainsi qu'en appelant l'attention des médias sur ces questions. En 2002, Minnesota Advocates for Human Rights a organisé une exposition sur la participation des ONG aux activités des Nations Unies.

6. Alliance réformée mondiale

(Statut consultatif spécial accordé en 2000)

Les objectifs de l'Alliance réformée mondiale sont les suivants : promouvoir l'unité, la réflexion théologique et la fraternité œcuménique entre les églises réformées, presbytériennes, congrégationalistes et unies dans le monde; poursuivre le dialogue avec les églises d'autres confessions; encourager les églises membres à aider les faibles, les pauvres et les opprimés; unir les forces au service d'une œuvre commune lorsque de besoin; promouvoir et défendre les libertés et la justice lorsqu'elles sont mises en péril dans le monde. L'Alliance réformée mondiale s'attache principalement à promouvoir la justice économique et la pérennisation de l'environnement, en incitant les églises membres à s'engager en faveur de ces causes. Pour y parvenir, elle a organisé une série de consultations régionales visant à analyser la situation économique et écologique au niveau local. Les conclusions de certaines de ces consultations ont servi de base à des interventions écrites présentées aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et d'autres organismes des Nations Unies

L'Alliance réformée mondiale participe aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme, où elle procède à des interventions orales et présente des interventions écrites. Elle a aussi pris part à la Conférence mondiale contre le racisme. L'Alliance réformée mondiale a coopéré avec l'Organisation mondiale du commerce dans le domaine de la justice économique et écologique. Une liste de ses activités figure ci-après :

- a) Janvier 2000, Genève : à partir des conclusions d'un congrès sur les conséquences de la mondialisation économique, le Secrétaire général a adressé une lettre au Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce;
- b) Avril 2000, Genève : intervention orale lors de la cinquante-sixième session de la Commission des droits de l'homme;
- c) Décembre 2000, Genève : déclaration écrite présentée à la cinquante-septième session de la Commission des droits de l'homme;
- d) Avril 2001, Genève : intervention orale lors de la cinquante-septième session de la Commission des droits de l'homme;
- e) Avril 2001, Genève : intervention orale lors de la cinquante-septième session de la Commission des droits de l'homme;
- f) Avril 2001, Genève : intervention orale conjointe lors de la cinquante-septième session de la Commission des droits de l'homme;
- g) Septembre 2001, Durban (Afrique du Sud) : participation à la Conférence mondiale contre le racisme et organisation d'un congrès autour du thème « Race to judgement: when justice is blindfolded », avec la participation de plus de 1 000 représentants;
- h) Décembre 2001, Genève : déclaration écrite présentée à la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme;
- i) Avril 2002, Genève : intervention orale lors de la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme;
- j) Avril 2003, Genève : intervention orale lors de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme;
- k) Avril 2003, Genève : intervention orale lors de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme;
- l) Avril 2003, Genève : intervention orale conjointe lors de la cinquante-neuvième session des droits de l'homme.

Auto-évaluation et espérances

L'Alliance réformée mondiale a le privilège de pouvoir participer aux activités du Conseil, en particulier aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme. Les églises réformées du monde ont alors l'occasion unique de faire connaître leurs préoccupations concernant différentes questions à l'Organisation des Nations Unies. La guerre déclarée contre l'Iraq par la coalition menée par les États-Unis d'Amérique, sur la base de l'unilatéralisme et d'une doctrine préventive, a gravement porté atteinte au cadre international et multilatéral. Il faut donc renforcer le rôle de l'ONU et tous les États Membres doivent le respecter. En outre, l'ONU doit accorder davantage d'attention à la réforme des institutions financières internationales, afin qu'elles puissent être gérées de manière démocratique et assurent la promotion de la justice mondiale dans les domaines économique et environnemental. Pour ces motifs, l'Alliance réformée mondiale continuera de travailler avec l'Organisation des Nations Unies.